

20 JANVIER 2025

EUROPE INFO HEBDO



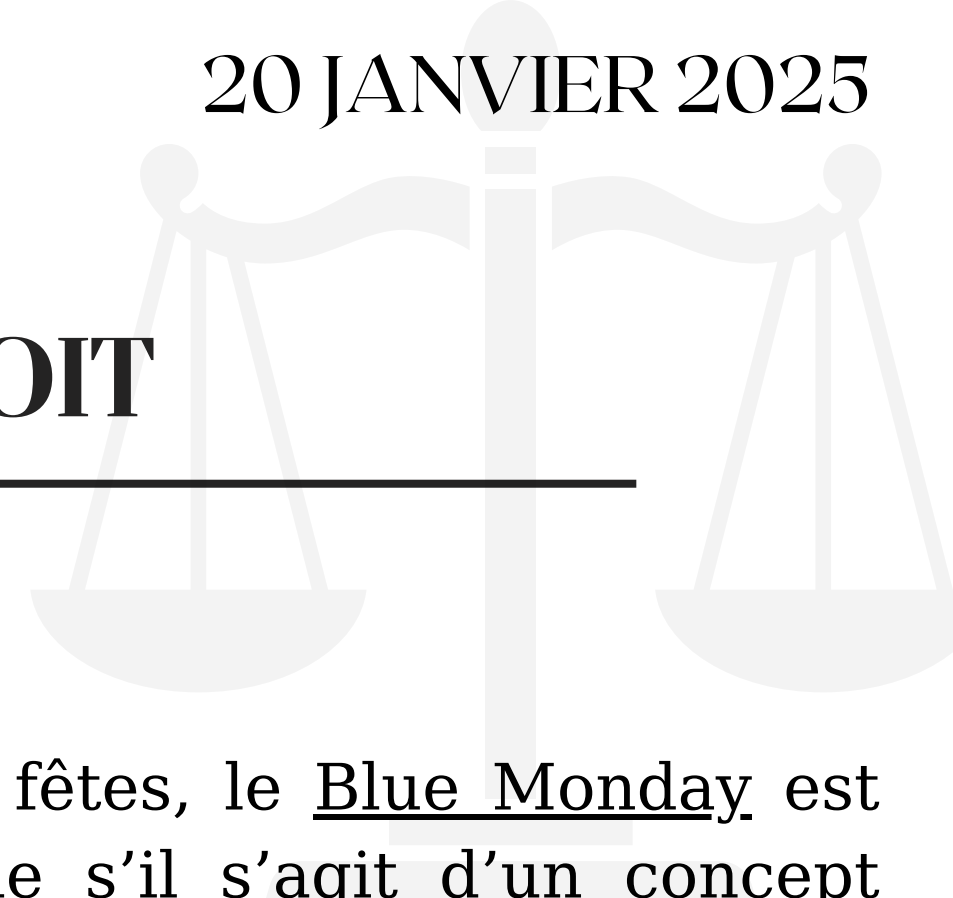
OLAF, ELON, DONALD ET DONALD

Bonne lecture!

Elise BERNARD,
Zaineb EL BOUDOUR EL IDRISI
Edouard GAUDOT,
Aurélien SAIAG.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



TRUMP, RELATIONS TRANSATLANTIQUES, **BLUE MONDAY**

Entre météo, moral à plat et comptes en berne au retour des fêtes, le Blue Monday est censé désigner le “jour le plus déprimant de l’année”. Même s’il s’agit d’un concept marketing un peu fumeux, ce “lundi bleu” du 20 janvier, jour d’inauguration de Donald Trump de retour à la Maison Blanche, sera pour une grande moitié des Etats-Unis certainement déprimant.

- Il sera d’un bleu très foncé même pour les Européens aux prises avec la nouvelle réalité géopolitique d’une relation transatlantique plus tendue que jamais.
 - D. Trump ne traite pas l’Europe en alliée, il considère l’UE en ennemie et ses Etats membres en vassaux.
 - Il est très significatif que les premiers coups délivrés par son administration en construction aient été majoritairement dirigés contre l’UE .
 - En particulier ses réglementations à portée mondiale, comme les normes imposées aux entreprises de technologie.
 - Le ralliement des Big Tech à la candidature nationaliste de Trump (cf. EIH 6/1/25) ne peut pas être uniquement liée à la conversion “antiwoke” et viriliste des nerds prems’ de classe de la Silicon Valley.
 - Les considérations économiques et les coûts induits par les exigences de fact-checking ou de lutte contre la haine en ligne se mêlent évidemment au bras de fer géopolitique ouvert par Elon Musk.
- Dans cette lutte de souveraineté entre les deux rives de l’Atlantique, seuls quelques leaders européens semblent avoir pris la mesure.
 - Il est ironique de voir les principaux hérauts du souverainisme en Europe, de Nigel Farage à Eric Zemmour en passant par les figures du PiS polonais ou le Premier Ministre hongrois, se précipiter pour rendre hommage à un pouvoir qui n’affiche que mépris pour la souveraineté des autres.
 - Même quand ce sont ses alliés.
 - La fascination des extrêmes-droites européennes pour un nouvel impérialisme occidental sous domination américaine rappelle les contradictions des mouvements nationalistes européens d’une autre époque.
 - L’inquiétude est de mise, 4 ans après l’assaut du Capitole.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



DSA, DMA, ETATS-UNIS,
MUSK VS BXL

Si les réalités économiques ont démontré que les processus de marché étaient insuffisants pour réguler efficacement l'économie numérique, le choix des législateurs européens a été de s'élever au-delà de la seule logique de concurrence praticable pour aller vers une concurrence plus équitable et transparente. Ces choix éminemment politiques ont mené à l'adoption du Digital Services Act (DSA) et du Digital Markets Act (DMA) en mars 2022 (cf. EIH [20/01/2022](#) et [10/09/2023](#)).

- Face à l'hostilité et aux provocations stratégiques des figures emblématiques de la tech américaine, notamment Elon Musk et Mark Zuckerberg, leur résistance active pose une question fondamentale :
 - l'Europe est-elle en mesure de faire respecter son cadre réglementaire face à ces mastodontes du numérique ?
- Elon Musk, depuis le rachat de Twitter (**X**), a multiplié les provocations à l'égard de l'UE, notamment en refusant d'appliquer les obligations imposées par le DSA.
 - La Commission européenne a récemment annoncé un approfondissement de son enquête contre X, après que Musk a laissé proliférer des contenus problématiques sur sa plateforme et a défié les règles européennes en place.
 - Cette résistance met en lumière la difficulté pour l'UE d'imposer des sanctions efficaces contre les acteurs outre-Atlantique, confrontée à la territorialité juridique de ses propres dispositions
 - Par ailleurs, Musk a également été accusé d'une potentielle interférence dans les élections, en Allemagne ou au Royaume-Uni, en facilitant la diffusion de désinformations et en permettant une amplification algorithmique de contenus politisés en faveur de ses préférences.
 - Les plateformes américaines deviennent des vecteurs d'influence électorale, soulevant des questions sur l'efficacité du cadre réglementaire européen, et de la fragilité de la transparence du processus démocratique.
- La résistance à la régulation européenne ne se limite pas à Musk.
 - Mark Zuckerberg, patron de Meta, a récemment cherché à influencer les décideurs politiques américains pour limiter la pression réglementaire exercée par l'UE sur les entreprises technologiques américaines.
 - Dans une initiative discrète, il aurait sollicité l'aide de Donald Trump pour freiner les régulations et limiter les amendes imposées par Bruxelles aux géants de la tech.
 - Cet activisme politique illustre une tendance où les entreprises de la tech ne se contentent plus d'opposer des arguments juridiques.
 - Ils cherchent activement à influencer les politiques internationales pour protéger leurs intérêts.
 -
 -



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

DSA, RELATIONS TRANSATLANTIQUES,

GG

Dans [un long thread](#), l'historien de la désinformation David Colon développe les résultats d'une enquête qui prouve que META aurait touché plus de 300.000€ du réseau de désinformation russe Doppelgänger, malgré les sanctions de l'UE. Défaut de vigilance ou double jeu du géant de la Tech? Il faudra évidemment une enquête pour le prouver et faire appliquer la législation européenne.

- L'UE pourrait se retrouver affaiblie si elle ne renforce pas ses mécanismes d'application du DSA.
 - Face aux provocations des Big Tech l'UE poursuivra-t-elle X ou Meta devant les tribunaux pour manquements la législation européenne?
 - Le DSA prévoit des sanctions sévères : en cas de non-conformité, les entreprises risquent des amendes pouvant aller jusqu'à 6 % de leur chiffre d'affaires annuel mondial.
 - Et l'accès aux plateformes pourrait être restreint dans l'UE en cas de récidive.
 - Malgré les enquêtes ouvertes et les menaces de sanctions, l'Europe semble peiner à faire respecter ses régulations.
 - La Commission a récemment intensifié sa surveillance de X, mais cette annonce intervient après plusieurs mois de non-conformité manifeste, laissant Musk libre d'agir à sa guise en Europe.
 - Cette lenteur administrative contraste avec l'agilité des entreprises technologiques, qui adaptent rapidement leurs stratégies pour échapper aux contraintes réglementaires.
 - Cela s'ajoute à l'influence politique exercée par les États-Unis.
- Il ne suffit pas de prévoir des sanctions, il faut être capable de les faire appliquer.
 - Une réponse tardive, comme dans le cas de Musk, ne fera que renforcer la perception d'une Europe incapable d'imposer son cadre juridique aux géants du numérique.
 - La lenteur administrative de Bruxelles serait-elle révélatrice d'un manque d'efficacité de son droit dérivé voire d'une faiblesse structurelle ?
 - D'après [le site Contexte](#), Henna Virkkunen vice-présidente exécutive de la Commission chargée de la tech et des médias "a reconnu les limites du règlement sur les services numériques (DSA) pour protéger les élections nationales".
 - Les raisons de cette inefficacité sont multiples, et ne se limitent pas aux pressions géopolitiques.
 - On peut notamment mentionner les divergences d'interprétation entre les États membres, ou la faiblesse des moyens des agences nationales de régulation.
 - Un problème souligné par l'Agence des droits fondamentaux dès l'été dernier.

Le crash-test de la capacité de l'UE à se faire respecter a commencé et l'un des anciens artisans de cette résistance, [T. Breton](#), monte au créneau.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

DÉFENSE EUROPÉENNE, OTAN, TRUMP, **CRASH TEST DUMBIES**

Sur tous les fronts : l'avènement de Trump représente aussi un défi pour la sécurité et la défense européennes. Les propos sur l'OTAN du président américain ont réveillé les inquiétudes et les incertitudes stratégiques de l'UE. Une réunion sur la défense de l'Europe est prévue le 3 février 2025 avec le secrétaire général de l'Otan, Mark Rutte, ainsi que les dirigeants de l'UE et le Royaume-Uni.

- Avec la pression exercée par le futur président américain exigeant un budget à 5% du PIB, Mark Rutte coupait la poire en deux et estime que les 32 pays membres de l'OTAN :
 - doivent augmenter leur budget au-delà de 3% de leur PIB pour faire face aux enjeux actuels ;
 - peuvent réduire la charge de ce budget en déduisant les achats communs et l'innovation en utilisant l'agence de l'OTAN, la NSPA.
- Sans détours, Rutte exhorte aussi les Européens à se préparer aux conflits.
 - Sa déclaration au Parlement européen du 13 janvier 2025 est alarmiste.
 - Il ne donne que 5 ans à l'Europe pour se réarmer,
 - « Si vous ne le faites pas, ressortez vos cours de russe ou partez en Nouvelle-Zélande, ou décidez maintenant de dépenser ».
 - Soulignant le fait que les Etats-Unis représentent 60 % du budget de l'OTAN, il met en avant les faiblesses de l'Europe :
 - Face à l'économie de guerre Russe : la production russe en 3 mois équivaut celle de l'OTAN en 1 an ;
 - Concernant la guerre hybride menée par la Russie avec notamment les cyberattaques et le sabotage des câbles sous-marins ;
 - Son hésitation face à une coalition adverse conséquente avec la Chine, la Corée du Nord et l'Iran ;
 - Sur les divisions internes au Parlement européen ou dans les Etats membres, où des forces politiques continuent de privilégier d'autres priorités.

L'avertissement de Mark Rutte coïncide avec l'objectif du commissaire à la Défense Andrius Kubilius, qui malgré un retard sur le livre blanc de la défense, estime nécessaire une augmentation de ce budget et un plan industriel afin d'envisager une sécurité de l'Europe au long terme.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

POLOGNE, PRÉSIDENTE CONSEIL DE L'UE, OTAN,

L'AUTRE DONALD

Comme nous l'écrivions à la rentrée (cf. [EIH 6/1/25](#)), une des clés du leadership européen à venir se trouve à Varsovie. Dans un vide relatif dû aux difficultés internes de ses partenaires, Donald Tusk à la présidence du conseil de l'UE pourrait cependant insuffler davantage d'unité dans la stratégie de défense européenne.

- Inquiété tout particulièrement par les frontières européennes orientales, il veut axer la politique de défense sur une approche holistique prenant en compte la défense externe, interne, économique, militaire, énergétique, sanitaire, alimentaire et informationnelle.
 - L'augmentation du budget de la défense de la Pologne (4.1% du PIB en 2024 et une prévision de 4.7% pour 2025) pourrait s'avérer bénéfique dans les négociations UE-OTAN avec Donald Trump.
 - D'autant plus que la Pologne est un pays traditionnellement atlantiste peu soupçonné par ses partenaires d'arrière-pensées antiaméricaines comme la France.
- Malgré une inquiétude des démocraties européennes face aux revendications territoriales de Trump, le Secrétaire général de l'OTAN reste dépendant du pouvoir américain.
 - Il évite toute escalade de l'UE face à un regain expansionniste de la politique de Trump.
 - Il redirige avec une approche pragmatique ces inquiétudes vers des discussions stratégiques sur l'Arctique.



GREEN DEAL

CSR, ENTREPRISES,

L'AUTRE OLAF

Défaire le Green Deal, chapitre énième... La Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD), entrée en vigueur en 2024, marque un tournant majeur dans la manière dont les entreprises européennes doivent rendre compte de leurs performances en matière d'ESG (environnement, sociaux, gouvernance). Cette directive impose aux grandes entreprises de publier des informations détaillées sur leurs pratiques et leurs impacts, avec un accent particulier sur la transition vers une économie verte et durable.

- L'objectif est d'aligner les pratiques des entreprises avec les ambitions climatiques de l'Union européenne.
 - Notamment en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et en favorisant la transparence des actions entreprises pour atteindre les objectifs du Green Deal européen.
- Cependant, la mise en œuvre de la CSRD n'est pas sans défis.
 - Les entreprises, particulièrement les PME, expriment leurs inquiétudes quant au coût et à la complexité des nouvelles obligations.
 - Si certaines grandes entreprises disposent déjà des moyens nécessaires pour se conformer aux exigences de reporting, de nombreuses autres peinent à réunir les ressources nécessaires.
 - Pour autant, derrière ces craintes légitimes, le fantasme du monstre bureaucratique ne tient pas, comme le rappelle cet article de l'Express.
 - D'ailleurs, la Belgique n'a pas hésité et déjà transposé la directive dans son droit national, comme l'explique l'un des auteurs de cette législation, l'expert Abrial Gilbert dans un post linkedin.
- Des figures politiques comme le Chancelier allemand, Olaf Scholz, promettent l'abrogation de la CSRD ((cf. EIH 28/10/24)).
 - En campagne pour une réélection fortement compromise, le chancelier déclarait même : "Lorsque des projets prévus nuisent à la compétitivité, ils doivent être reportés, voire complètement abandonnés", des préoccupations fortes sur l'impact économique des mesures liées au Green Deal et à la CSRD.
 - Certains analystes anticipent ainsi un affaiblissement des engagements climatiques européens face à la montée des résistances politiques et économiques.
 - Cependant, la remise en cause de la CSRD pourrait en effet constituer un recul considérable en matière de transformation durable des entreprises, alors que l'urgence écologique et sociale n'a jamais été aussi prégnante.
 - Si la CSRD représente un outil puissant pour accroître la transparence et l'action des entreprises en matière de durabilité, son succès dépendra largement de la capacité de l'UE à soutenir sa mise en œuvre tout en équilibrant les défis économiques et industriels.

C'est l'avenir du Green Deal qui se joue aussi sur cette législation.